

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 172, 13 janvier 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Trajectoires et origines en France. Enquête sur la diversité des populations en France.

Enquête « trajectoires et Origines » (TeO) menée par l'INED et l'INSEE.
Cris Beauchemin ; Christelle Hamel ; Patrick Simon.
Edition Ined, 2016. 624 p. (Collection « Grandes Enquêtes »).

L'enquête TeO vise à identifier l'impact des origines sur les conditions de vie et les trajectoires sociales, tout en prenant en considération les autres caractéristiques sociodémographiques que sont le milieu social, le quartier, l'âge, la génération, le sexe, le niveau d'études. [Lire l'introduction et la conclusion](#) : @ (Ouvrage prochainement disponible à la Documentation)

• Approche comparative de la ségrégation socio-spatiale dans les aires urbaines françaises.

François Madoré.
Annales de géographie, n° 706, 2015.
pp. 653-680.

L'objet de cet article est de mesurer l'intensité de la ségrégation socio-spatiale dans les cinquante premières aires urbaines françaises. Trois principales conclusions ressortent. La hiérarchisation socio-spatiale du territoire est bien marquée dans toutes les villes. La ségrégation est plus forte dans la ville dense (pôle urbain) que dans la ville étalée (couronne périurbaine). Enfin, des variations inter-urbaines de la ségrégation apparaissent, structurées par un effet de rang (la ségrégation est plus marquée dans les grandes aires urbaines) et de contexte régional (les villes plus ségréguées sont plutôt dans la moitié nord de la France, héritage de la révolution industrielle).

Culture

• L'action culturelle publique : rayonnement et lien social.

Pierre-Alain Douay ; Bernard Wallon.
Parole publique, n° 10, 12/2015. pp. 45-88.

Les politiques et les actions culturelles menées par l'Etat et les collectivités territoriales répondent essentiellement à trois finalités : le rayonnement du territoire (incluant l'encouragement à la création), le lien social et le développement économique (tourisme, industries culturelles).

[A lire dans ce dossier](#) :

• Décloisonner la culture pour l'égalité des territoires.

Priscilla De Roo.

Décentralisation – Réforme territoriale

• Décentralisation : sortons de la confusion. Repenser l'action publique dans les territoires.

Institut Montaigne ; Gilles Carrez ; Jean-Pierre Balligand, Dir.
Janvier 2016. 116 p. @

L'Institut Montaigne dresse un bilan critique de trente années de réformes territoriales à la poursuite d'une ambition, la décentralisation. Pour comprendre les raisons de ce bilan et identifier les moyens de les dépasser, l'Institut a exploré plusieurs pans de l'action publique (organisation institutionnelle, impact des

normes, aide sociale, investissement public, développement économique territorial...) et propose des actions concrètes pour que les politiques publiques soient enfin conduites avec ambition, clarté et efficacité dans les territoires.

• Nouvelles régions françaises et réforme territoriale : quels effets sur la coopération transfrontalière ?

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) ; J. Boudry.
Décembre 2015. 2 p. @

Développement durable

• Nature et richesse des nations.

CGDD ; M. Aglietta ; G. Bœuf ; et al.
La Revue du CGDD. Déc. 2015. 208 p. @

S'il est communément admis que le PIB est un indicateur imparfait et que la nature est un ingrédient décisif d'une croissance, il n'existe pas aujourd'hui de « vision partagée » sur la bonne façon de mesurer et d'intégrer la nature dans la « richesse des nations ». Ce document vise à exposer l'état des savoirs sur le « capital naturel ».

• L'économie circulaire et ses bénéfices sociétaux : des avancées réelles pour l'emploi et le climat dans une économie basée sur les énergies renouvelables et l'efficacité des ressources.

Étude concernant la Finlande, la France, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède.

Club de Rome ; A. Wijkman ; K. Skånberg.
Décembre 2015. 58 p. @

Le thème central de ce rapport est de comprendre comment améliorer considérablement l'efficacité des ressources. La solution proposée est la mise en place d'une économie circulaire, où les produits sont conçus pour être mieux recyclés et réutilisés, et qui devrait remplacer le modèle traditionnel linéaire « extraire, produire et jeter » qui a jusqu'à maintenant dominé notre système économique. L'objectif est d'explorer le potentiel d'une augmentation significative de l'efficacité des ressources et d'évaluer précisément quels en sont les principaux avantages pour la société en regardant en particulier les émissions de carbone et l'emploi.

Éducation

• École et immigration : déjouer le piège culturaliste.

Ugo Palheta.
Métropolitiques, 4 janvier 2016. 7 p. @

L'échec scolaire des enfants d'immigrés constitue l'une des thématiques des discours construisant l'immigration en problème social. Près de vingt ans après sa disparition, la parution d'un recueil de textes d'Abdelmalek Sayad apporte un éclairage précieux sur la façon dont l'école se représente les enfants de l'immigration et sur le rapport des familles immigrées à l'institution scolaire.

Emploi

• Les écarts de salaires femmes-hommes en 2010 : disparités territoriales par zones d'emploi.

Dares ; Amine Chamkh.

L'équipe du Centre de documentation vous souhaite une bonne année 2016



Document d'études, n° 196, décembre 2015. 47 p. @

Ce document compare et analyse les écarts de salaires femmes-hommes par « zones d'emploi » et en étudie les déterminants. Une typologie territoriale des 321 zones d'emploi étudiées permet d'identifier cinq profils types de zones d'emploi au regard des écarts des salaires femmes-hommes : les grandes agglomérations urbaines, les villes de taille moyenne principalement ouvrières, les zones à prédominance ouvrière peu denses, les zones à forte proportion de CDD et les Dom.

• Travail, emploi, numérique : les nouvelles trajectoires.

Conseil national du numérique (CNNum). 2016. 206 p. @

Le Conseil national du numérique a été saisi en décembre 2014 par le Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social pour formuler ses propositions sur trois problématiques principales : quels nouveaux métiers, quelles nouvelles compétences et comment conduire la transformation numérique des entreprises ? Quelles sont les pratiques numériques des services publics de l'emploi dans le monde ? Comment l'automatisation et la numérisation des activités agissent-elles sur le travail et ses conditions ?

Gouvernance

• Mobilisation des proximités et gouvernance du cluster de Paris-Saclay.

Jean-Louis Zentelin.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5, 2015. pp. 883-895.

La recherche actuelle s'intéresse aux potentialités de mobiliser les proximités pour faciliter la gouvernance d'un territoire. Cette note de recherche porte sur l'exemple emblématique du cluster de Paris-Saclay. D'abord sont présentés la longue histoire du cluster de Saclay, puis le compromis institutionnel exceptionnel mis en place pour remédier à une régulation locale inefficace, sans concertation ni appropriation/intégration du conflit. Enfin, la conclusion établit les difficultés de l'État à mobiliser les proximités pour faciliter la gouvernance du territoire, et l'intérêt à poursuivre l'observation de ce projet dont l'avenir demeure dépendant des développements et des décisions à venir de nombreux acteurs, économiques, institutionnels, politiques et associatifs.

Grand Paris

• Santé et Grand Paris Express.

Apur ; SGP; ARS Ile-de-France ; décembre 2015. 56 p.

La mise en service du métro du Grand Paris Express (RGPE) de 2019 à 2030 apportera une nouvelle desserte en transports en commun invitant aussi bien les usagers que les professionnels à modifier leurs pratiques de mobilité et d'accès aux soins. Cette étude dresse un état des lieux de l'offre, pointe les disparités d'un territoire à l'autre dans la Métropole du Grand Paris et invite les professionnels et les collectivités locales à construire une offre de santé en réponse aux nouveaux besoins exprimés.

L'étude : @ *La synthèse* : @

• Le Grand Paris en data.

La Gazette, décembre 2015.

1. Des dynamiques de l'emploi contrastées. @
2. Quelle répartition des richesses au sein de la métropole ? @
3. Des inégalités sociales entre l'Ouest et l'Est de la métropole. @

• Le Grand Paris, avec Pierre Veltz (podcast).

France Culture - L'esprit public, 3 janvier 2016. (59 mn) @

Métropole

• Le récit métropolitain de Daniel Béhar.

Lumières de la ville, 5 janvier 2016. 6 p. @

Dans cette interview, Daniel Béhar, géographe et professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris aborde les sujets de la valeur ajoutée des métropoles, leur gouvernance, la question du sentiment d'appartenance des habitants au territoire métropolitain...

• Métropoles et territoires institutionnels : quelques pistes d'analyse à partir des cas français et italien.

Dominique Rivière.

L'Espace Politique [En ligne], 27, 3/2015, mis en ligne le 07 janvier 2016. @

La création des métropoles, simultanée en France (loi MAPTAM) et en Italie (loi Delrio), interpelle par sa mobilisation de deux référentiels usuellement distincts : la métropole, réalité par essence réticulaire et mouvante, et le territoire, au sens de maillage politico-institutionnel. Cette nouvelle forme de territorialisation vient revisiter le cadre des maillages établis, province/département, intercommunalités. Elle remobilise ainsi les héritages de la construction nationale et de la décentralisation, mais en rompant avec les choix de la programmation stratégique métropolitaine.

Focus
Territoire

Aix-Marseille-Provence
Convergences métropolitaines
Mission interministérielle Projet métropolitain
Aix-Marseille-Provence.
La Documentation française, 2015. 223 p.



Pendant trois années, collectivités et acteurs locaux ont, à l'invitation de la Mission interministérielle pour le projet métropolitain, tenté de préfigurer Aix-Marseille-Provence. Analyses, stratégies et projets sont ici consignés dans la diversité et la transversalité des approches.

Ouvrage en prêt à la Documentation

Numérique

• Rapport portant observations sur le projet de loi pour une République numérique.

Assemblée nationale ; Marietta Karamanli.

Rapport d'information, n° 3366, 16 décembre 2015. 70 p. @

Le projet de loi pour une République numérique est issu d'un véritable processus de co-écriture citoyenne. L'Europe constitue aujourd'hui l'échelon optimal pour encourager et encadrer ces nouveaux modes de production, de consommation, de création. Par définition, le numérique n'a pas de frontières, et face à la puissance de start-ups devenues des multinationales comme Google ou Facebook, seule l'UE a la taille critique pour agir comme le médiateur d'un internet ouvert et respectueux des droits de l'individu. La Commission a fait du numérique l'une de ses priorités et a présenté le 6 mai 2015 dernier une nouvelle stratégie numérique. Le présent rapport revient sur ce nouveau plan d'action.

Périurbain – Etalement urbain

• Aménager les territoires ruraux et périurbains.

Rapport au Ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité.

Frédéric Bonnet, avec l'appui du groupe de travail associé à la mission (CGET, CGEDD, FédéSCot...)

La Documentation française, 2016. 129 p. @

Fruit de plus de 80 contributions provenant d'associations d'élus ou de professionnels issus des disciplines les plus larges, ce rapport appelle à changer de regard sur ces espaces, en mettant en lumière leurs atouts : paysages, ressources naturelles, qualité de vie, coût modéré du foncier, etc. et leurs spécificités, plutôt qu'en cherchant à y reproduire des modèles d'aménagement conçus pour la ville.

• Le coût résidentiel. Coût privé, coût public de l'étalement urbain.

Crédoc ; Bruno Maresca ; Gabriela Mercurio.

2014 (En ligne, 12/2015). 76 p. (« Cahier de recherche ») @

Quel est l'impact financier de l'étalement urbain et des mobilités qu'il induit, pour les ménages et les collectivités ? Le Crédoc propose, pour le quantifier, de bâtir un indicateur de "coût résidentiel global" qui prendrait en compte le « coût résidentiel » incombant directement aux habitants concernés, et le « coût collectif », qui est

supporté par toute la population via les investissements des pouvoirs publics nationaux et territoriaux. Les auteurs proposent de "nourrir la réflexion des collectivités territoriales sur la maîtrise de l'urbanisation et des excès de l'étalement urbain."

Population

• Plus d'une commune métropolitaine sur deux compte moins de 500 habitants.

Insee ; Sébastien Chéron ; Caroline Escapa.
Insee Focus, n° 52, décembre 2015. @

Sur les 36 529 communes de France métropolitaine, plus d'une sur deux compte moins de 500 habitants au 1^{er} janvier 2013. Dans sept départements, ce sont même huit ou neuf communes sur dix. Le nombre de ces petites communes a diminué depuis cinquante ans, essentiellement parce que certaines d'entre elles ont franchi le seuil des 500 habitants. Elles rassemblent aujourd'hui 7 % de la population métropolitaine, contre 11 % en 1968.

Rural

• Métropolisation. Les nouveaux chemins du rural.

G-F. Dumont ; X. Beulin ; G. Ferone et al.
Sol et civilisation, n° 57, janvier 2016. 23 p.

Ce dossier propose, alors même que la mondialisation, la réforme territoriale et l'émergence des métropoles dessinent une nouvelle géographie, une réflexion sur la ruralité pour mieux comprendre les dynamiques actuelles et s'interroger sur son potentiel dans des espaces désormais connectés.

Services au public

• L'accès aux services, une question de densité des territoires.

INSEE ; David Levy ; CGET ; Max Barbier ; Gilles Toutin.
Insee Première, n° 1579, janvier 2016. 4 p. @

En France métropolitaine, un habitant sur deux accède en moins de 4 minutes, par voie routière, aux principaux services de la vie courante. Entre les communes les plus « denses » et les moins « denses », selon une approche fine de la répartition de la population, les temps d'accès vont du simple au triple. Dans certaines régions, plus d'un habitant sur quatre vit à plus de 7 minutes des services de la vie courante. Le trajet peut être plus long à cause du relief ou en raison de la grande dispersion de la population. Les personnes résidant dans un pôle urbain accèdent le plus rapidement aux services. C'est moins le cas dans les couronnes périurbaines de ces pôles, mais c'est au-delà de la limite périurbaine que les temps d'accès sont les plus longs.

[Accéder également aux études régionales : @](#)

• Taux d'administration : les territoires sont-ils égaux devant le service public ?

Romain Mazon. *La Gazette*, 6 janvier 2016. @

Le taux d'administration, c'est-à-dire le nombre de fonctionnaires pour 1000 habitants, présente-t-il une cohérence et une logique lorsqu'on l'examine à l'échelle départementale ? Les services publics rendus par l'Etat, les collectivités territoriales et les services hospitaliers sont-ils répartis équitablement dans les territoires ? Exploration, en cartes et tableaux, des statistiques de la répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat, de la FPT, et de la fonction publique hospitalière.

Union européenne

• Les nouveaux indicateurs de richesse dans la gouvernance européenne.

IDDR. D. Demailly ; L. Chancel ; L. Lewertoski-Blanche et al.
Working papers, n° 17/2015. 16 p. @

Les nouveaux indicateurs de richesse ont fait leur apparition dans les politiques européennes. Quel est leur rôle dans la gouvernance de l'Union ? Et quels enjeux leurs différents usages suscitent-ils ? Cette analyse repose sur un travail bibliographique et plusieurs entretiens réalisés avec les différents acteurs impliqués dans l'initiative *Beyond GDP* (« Au-delà du PIB »).

Actualité législative et parlementaire

Collectivités territoriales, réforme de l'Etat, réforme territoriale :

• Décret n° 2015-1696 du 17 décembre 2015 pris en application du I de l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République relatif à la compensation financière des transferts de compétences. @

• Décret n° 2015-1894 du 29 décembre 2015 modifiant le décret n° 2009-587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales. @

• Décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015 portant application du III de l'article 106 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. @

• Décret n° 2015-1917 du 30 décembre 2015 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la refonte de la carte des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, à leur composition et aux conditions d'exercice des mandats de leurs membres. @

• Décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale. @

• Décret n° 2015-1927 du 31 décembre 2015 relatif à l'Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay. @

• Instruction du Gouvernement du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). @

• Instruction du Gouvernement du 22 décembre 2015 relative aux incidences de la suppression de la clause de compétence générale des départements et des régions sur l'exercice des compétences des collectivités territoriales. @

Développement durable :

• Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à l'approbation du cahier des charges modifié « Projets territoriaux intégrés pour la transition énergétique ». @

Emploi, formation :

• Instruction du 17 décembre 2015 relative à la mise en œuvre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat et les Missions locales pour la période 2015-2018.

[L'instruction : @](#) [Annexe 1 : @](#) [Annexe 2 : @](#)

Urbanisme :

• Instruction du Gouvernement du 7 décembre 2015 relative aux dispositions particulières au littoral du code de l'urbanisme. @

Social :

• Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. @

Ville et jeunesse :

• Décret n° 2015-1771 du 24 décembre 2015 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire ». @

• Décret n° 2015-1890 du 30 décembre 2015 modifiant le décret n° 2013-880 du 1er octobre 2013 relatif à l'expérimentation de la « garantie jeunes ». @

• Circulaire du 12 janvier 2016 relative à l'élaboration des conventions interministérielles d'objectifs 2016-2020 - Politique de la ville. @

• Circulaire interministérielle du 8 décembre 2015 relative à la mise en œuvre du « Pacte de la deuxième chance » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. @

Nominations :

• Décret du 24 décembre 2015 portant nomination d'un commissaire général délégué - M. JALLET (Sébastien). @

• Arrêté du 22 décembre 2015 portant nomination au comité d'orientation de l'Observatoire national de la politique de la ville. @

• Arrêté du 31 décembre 2015 portant nomination (secrétariat généraux pour les affaires régionales). @